

# L'EMPIRE KNOUTO-GERMANIQUE ET LA RÉVOLUTION SOCIALE

“LA RÉVOLUTION SOCIALE OU LA DICTATURE MILITAIRE” (1)

Michel BAKOUNINE

*d'après l'édition de 1871 - Genève - Imprimerie coopérative, 8 rue de Carouge.*

-----

## **DEBUT DE LA DEUXIÈME PARTIE:    AVEC QUI FAUT-IL COMBATTRE? (2)**

*La confiance produit l'union et l'union crée la force, voilà sans doute des vérités que nul ne tentera de nier. Mais pour que ce soient des vérités, il faut deux choses: il faut que la confiance ne soit pas une sottise, et que l'union, également sincère de tous les côtés, ne soit pas une illusion, un mensonge, ou une exploitation hypocrite d'un parti par un autre, il faut que tous les partis qui s'unissent, oublient tout à fait, non pour toujours sans doute, mais pour tout le temps que doit durer cette union, leurs intérêts particuliers et nécessairement opposés; que ces intérêts et ces buts qui dans les temps ordinaires les divisent, se laissent également absorber dans la poursuite du but commun. Autrement qu'arrivera-t-il? Le parti sincère deviendra nécessairement la victime et la dupe de celui qui le sera moins ou qui ne le sera pas du tout, et il se verra sacrifié, non au triomphe de la cause commune, mais au détriment de cette cause et au profit exclusif du parti qui aura hypocritement exploité cette union.*

Pour que l'union soit réelle et possible, ne faut-il pas au moins que le but au nom duquel les partis doivent s'unir, soit le même. En est-il ainsi aujourd'hui? Peut-on dire que la bourgeoisie et le prolétariat veulent absolument la même chose? Pas du tout.

Les ouvriers de France veulent le salut de la France à tout prix; dût-on même, pour la sauver faire de la France un désert, faire sauter toutes les maisons, détruire et incendier toutes les villes, ruiner tout ce qui est si cher au coeur des bourgeois: propriétés, capitaux, industrie et commerce, convertir en un mot le pays tout entier en un immense tombeau pour enterrer les Prussiens. Ils veulent la guerre à outrance la guerre barbare au couteau s'il le faut. N'ayant aucun bien matériel à sacrifier, ils donnent leur vie. Beaucoup d'entre-eux et précisément la plus grande partie de ceux qui sont membres de l'*Association internationale des Travailleurs* ont la pleine conscience de la haute mission qui incombe aujourd'hui au prolétariat de France; ils savent que, si la France succombe, la cause de l'humanité en Europe sera perdue pour un demi-siècle au moins. Ils savent qu'ils sont responsables du salut de la France, non seulement vis-à-vis de la France mais vis-à-vis du monde entier. Ces idées ne sont répandues sans doute que dans les milieux ouvriers les plus avancés, mais les ouvriers de France, sans aucune distinction, comprennent instinctivement que l'asservissement de leur pays, sous le joug des Prussiens, serait la mort pour leurs espérances d'avenir; et ils sont déterminés plutôt à mourir que de léguer à leurs enfants une existence de misérables esclaves. Ils veulent donc le salut de la France à tout prix et quand même.

La bourgeoisie, ou au moins l'immense majorité de cette classe respectable, veut absolument le contraire. Ce qui lui importe avant tout, c'est la conservation quand même de ses maisons, de ses propriétés et de ses capitaux; ce n'est pas autant l'intégrité du territoire national, que l'intégrité de ses

(1) Titre de la publication de 1871, mais dont le titre fut rectifié par un *Erratum* en deuxième page. (Note A.M.)

(2) Annotation et sous-titre *Anti.mythes*.

poches, remplies par le travail du prolétariat par elle exploité sous la protection des lois nationales. Dans son fort intérieur et sans oser l'avouer en public, elle veut donc la paix à tout prix, dût-on même l'acheter par l'amoindrissement par la déchéance et par l'asservissement de la France. Mais si la bourgeoisie et le prolétariat de France poursuivent des buts non seulement différents, mais absolument opposés, par quel miracle une union réelle et sincère pourrait-elle s'établir entre eux? Il est clair que cette conception tant pronée, tant prêchée, ne sera jamais rien qu'un mensonge. C'est le mensonge qui a tué la France, espère-t-on qu'il lui rendra la vie? On aura beau condamner la division, elle n'en existera pas moins, dans le fait, et puisqu'elle existe, puisque par la force même des choses elle doit exister, il serait puéril, je dirai même plus, il serait funeste, au point de vue du salut de la France, d'en ignorer, d'en nier, de ne point en confesser hautement l'existence. Et puisque le salut de la France vous appelle à l'union, oubliez, sacrifiez tous vos intérêts, toutes vos ambitions et toutes vos divisions personnelles; oubliez et sacrifiez, autant qu'il sera possible de faire, toutes les différences de partis, mais au nom de ce même salut, gardez-vous de toute illusion; car dans la situation présente les illusions sont mortelles. Ne cherchez l'union qu'avec ceux qui aussi sérieusement, aussi passionnément que vous-mêmes, veulent sauver la France à tout prix.

Quand on va à l'encontre d'un immense danger, ne vaut-il pas mieux marcher en petit nombre, avec la pleine certitude de ne point être abandonné au moment de la lutte, que de trainer avec soi une foule de faux alliés qui vous trahiront sur le premier champ de bataille?

Il en est de la discipline et de la confiance comme de l'union, ce sont des choses excellentes lorsqu'elle sont bien placées, funestes lorsqu'elles s'adressent à qui ne les mérite pas. Amant passionné de la liberté j'avoue que je me défie beaucoup de ceux qui ont toujours le mot de discipline à la bouche. Il est excessivement dangereux surtout en France, où discipline pour la plupart du temps signifie, d'un côté, despotisme, et de l'autre, automatisme. En France le culte mystique de l'autorité, l'amour du commandement et l'habitude de se laisser commander, ont détruit dans la société aussi bien que dans la grande majorité des individus, tout sentiment de liberté, toute foi dans l'ordre spontané et vivant, que la liberté seule peut créer. Parlez-leur de la liberté, et ils vous crieront aussitôt à l'anarchie, car il leur semble que du moment que cette discipline, toujours oppressive et violente, de l'Etat, cessera d'agir, toute la société doit s'entredéchirer et crouler. Là git le secret de l'étonnant esclavage que la société française endure depuis qu'elle a fait sa révolution. Robespierre et les Jacobins lui ont légué le culte de la discipline de l'Etat. Ce culte vous le trouverez en entier dans tous vos républicains bourgeois officiels et officieux, et c'est lui qui perd la France aujourd'hui. Il la perd en paralysant l'unique source et l'unique moyen de délivrance qui lui reste, le déploiement libre des forces populaires, et en lui faisant chercher son salut dans l'autorité et dans l'action illusoire d'un Etat, qui ne présente plus rien aujourd'hui qu'une vaine prétention despotique, accompagnée d'une impuissance absolue.

Tout ennemi de ce qu'on appelle en France la discipline, je reconnais toutefois qu'une certaine discipline, non automatique, mais volontaire et réfléchie, et s'accordant parfaitement avec la liberté des individus, reste et sera toujours nécessaire, toutes les fois que beaucoup d'individus, unis librement, entreprendront un travail ou une action collective quelconque. Cette discipline n'est alors rien que la concordance volontaire et réfléchie de tous les efforts individuels vers un but commun. Au moment de l'action, au milieu de la lutte, les rôles se divisent mutuellement, d'après les aptitudes de chacun, appréciées et jugées par la collectivité, tout entière: les uns dirigent et commandent, d'autres exécutent les commandements. Mais aucune fonction ne se pétrifie, ne se fixe et ne reste irrévocablement attachée à aucune personne. L'ordre et l'avancement hiérarchiques n'existent pas, de sorte que le commandant d'hier peut devenir serviteur aujourd'hui. Aucun ne s'élève au-dessus des autres, ou s'il s'élève, ce n'est que pour retomber un instant après, comme les vagues de la mer, revenant toujours au niveau salubre de l'égalité.

Dans ce système, il n'y a plus de pouvoir proprement dit. Le pouvoir se fond dans la collectivité, et il devient l'expression sincère de la liberté de chacun, la réalisation fidèle et sincère de la volonté de tous; chacun n'obéit que parce que le chef du jour ne lui commande que ce qu'il veut lui-même.

Voilà la discipline vraiment humaine, la discipline nécessaire à l'organisation de la liberté. Telle n'est point la discipline prônée par vos républicains, hommes d'Etat. Ils veulent la vieille discipline française, automatique, routinière et aveugle. Le chef, non élu librement et seulement pour un jour, mais imposé

par l'Etat pour longtemps sinon pour toujours commande et il faut obéir. Le salut de la France, vous disent-ils, et même la liberté de la France n'est qu'à ce prix. L'obéissante passive, base de tous les despotismes, sera donc aussi la pierre angulaire sur laquelle vous allez fonder votre république.

Mais si mon chef me commande de tourner les armes contre cette république, ou de livrer la France aux Prussiens dois-je lui obéir, oui ou non? Si je lui obéis, je trahit la France; et si je désobéis je viole, je brise cette discipline que vous voulez m'imposer comme l'unique moyen de salut pour la France. Et ne dites pas que ce dilemme que je vous prie de résoudre, soit un dilemme vicieux. Non, il est tout palpitant d'actualité, car c'est celui dans lequel se trouvent pris à cette heure vos soldats. Qui ne sait que leurs chefs, leurs généraux et l'immense majorité de leurs officiers supérieurs, sont dévoués corps et âmes au régime impérial? Qui ne voit qu'ils conspirent ouvertement et partout contre la république? Que doivent faire les soldats? S'ils obéissent, ils trahiront la France et s'ils désobéissent, ils détruiront ce qui vous reste de troupes régulièrement organisées.

Pour les républicains, partisans de l'Etat, de l'ordre public et de la discipline quand même, ce dilemme est insoluble. Pour nous, révolutionnaires socialistes, il n'offre aucune difficulté. Ils doivent désobéir, ils doivent se révolter, ils doivent briser cette discipline et détruire l'organisation actuelle des troupes régulières, ils doivent au nom du salut de la France détruire ce fantôme d'Etat, impuissant pour le bien, puissant pour le mal; parce que le salut de la France ne peut venir maintenant que de la seule puissance réelle qui reste à la France, la Révolution.

-----